



Agence Française  
de Développement  
Appui à la Gestion des  
Connaissances (AGC)  
Direction de la Stratégie  
Département de la Recherche  
5, rue Roland Barthes  
75012 Paris / France  
www.afd.fr

kaléidoscope

Dans ce numéro

**DEFIS MONDIAUX**

- Etats fragiles
- Biomasse

**GEOGRAPHIES**

- Territoires autonomes palestiniens
- Thaïlande

**ORGANISATIONS**

- Collectivités locales
- APE

**DEBATS SUR L'AIDE :** ■ Inclusive aid: changing power and relationships in international development - Aide au développement : jeux de pouvoir et de relations ■ The EU's footprint in the South: Does European Community development cooperation make a difference for the poor? ■ L'aide peut-elle réparer le commerce ?

**A NE PAS MANQUER :** ■ Le pari de la décroissance ■ Les indicateurs de gouvernance : usages et abus ■ La crise des capitalismes hiérarchiques

Editorial

**Journée mondiale de l'environnement 2007**

Célébrée chaque année le 5 juin depuis 1972, date à laquelle elle a été lancée par les Nations unies à la conférence de Stockholm sur l'environnement, cette journée concerne l'humanité toute entière. Cet événement est l'un des principaux moyens que se donne l'ONU pour alerter les opinions publiques mondiales et encourager toutes les actions politiques qui visent à préserver la planète « Terre » des effets néfastes de l'activité économique et industrielle.

Tout en mettant l'accent sur la dimension humaine des problèmes environnementaux, le Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE) vise à doter les individus de moyens qui leur permettraient de « devenir acteurs du développement durable et équitable, de renforcer l'idée que la participation des communautés locales est une condition essentielle pour le changement des comportements en matière d'environnement et de susciter des partenariats qui assument à tous les pays et à tous les peuples un avenir plus sûr et plus prospère ».

**La fonte des glaces : question brûlante ?**

Il s'agit du thème choisi, cette année, pour célébrer la Journée mondiale de

l'Environnement. Le PNUE a retenu la Norvège pour accueillir les principaux événements internationaux. C'est précisément dans la région arctique que la nature donne les premiers signes de dégradation de la couche d'ozone. Diverses manifestations se dérouleront à Tromsø, la ville la plus septentrionale du pays, également centre universitaire spécialisé dans les recherches polaires. Ces manifestations ont pour but de mettre en exergue les menaces que fait peser le réchauffement climatique sur les populations.

L'Arctique suscite toutes les convoitises grâce aux richesses de son sous-sol (gaz, pétrole, minéraux...) et aux opportunités qu'il offre en matière de routes de navigation et zones de pêche. En devenant un enjeu économique, le pôle Nord est, aujourd'hui, sous la menace d'une catastrophe écologique majeure. A la suite du choix de son pays par le PNUE, Mme Helen Bjornoy, ministre norvégienne de l'Environnement, a exprimé sa satisfaction en déclarant que cette opportunité allait permettre de traiter les nombreuses menaces qui pèsent sur l'environnement de la région polaire. En espérant qu'elle sera entendue...

HL

# Défis mondiaux

## Etats fragiles

### L'ouvrage

#### **Aid that Works: Successful Development in Fragile States**

Manor, J., 2006, 400 p. - Cote R3.170

Des différents travaux menés récemment il ressort généralement que l'aide au développement est d'autant plus efficace que les pays bénéficiaires jouissent d'une relative stabilité et qu'ils disposent d'un environnement politique sain et de solides institutions. Ce qui semble suggérer que l'aide au développement pourrait être moins efficace dans les Etats fragiles. Cet ouvrage étudie concrètement huit cas qui tendent à prouver qu'il est possible d'obtenir des développements positifs significatifs dans les Etats fragiles dès lors que les communautés locales sont impliquées dans la conduite des projets. Il est nécessaire également de prendre en compte un certain nombre de conditions distinctives, y compris la dynamique des pouvoirs, au moment et en amont de la prise de décision. De plus, il est nécessaire d'adopter un mode de gestion des projets extrêmement souple et décentralisé pour mieux s'adapter à des contextes très changeants. Les études tendent à prouver par ailleurs que l'impact des projets dépend de manière déterminante du soutien du gouvernement central.

### Le rapport web

#### **Monitoring Resource Flows to Fragile States**

Organisation for Economic Co-Operation and Development, 2005, 53 p.

Certains Etats fragiles reçoivent moins d'aide qu'ils ne le devraient, du fait de leur extrême pauvreté qui se combine avec des problèmes de gouvernance pas plus graves que dans d'autres pays à faible revenu mais bénéficiant plus largement de l'aide extérieure. Ce rapport démontre que les Etats fragiles ne sont pas concernés par l'augmentation de l'aide accordée récemment aux pays à faible reve-

nu. Il existe cependant des exceptions. Ainsi, par exemple, les volumes d'aide octroyés aux Etats fragiles en situation de post-conflit tendent à augmenter au début de leur redressement et quand ils représentent un intérêt stratégique pour la communauté internationale. Dans certains cas, le niveau peu élevé des volumes d'aide doit être mis en relation avec un contexte de détérioration de la gouvernance et de non respect des droits de l'homme.

### L'article

#### **Fragile States and U.S. Foreign Assistance: Show Me the Money**

Stewart, P. ; Kaysie, B., Working Paper, n° 96, Center for Global Development, 2006, 14 p.

L'administration Bush reconnaît de plus en plus que les Etats faibles et défailants sont au cœur du défi que constitue le développement mondial. Elle a également désormais admis que ces Etats constituent des menaces potentielles pour la paix et la sécurité mondiale. Cependant, au-delà de la rhétorique, elle doit désormais élaborer une stratégie cohérente à l'égard des Etats fragiles ou engager les ressources adéquates impliquant leur engagement. Si l'on exclut l'allocation de fonds destinés à l'Irak, l'Afghanistan, le Pakistan et le HIV/SIDA, le projet de budget 2007 de l'administration propose d'accorder directement 1 milliard d'aide bilatérale au développement des Etats fragiles - soit un peu plus d'un dollar par personne et par an. Les auteurs de cet article invitent les décideurs à reconsidérer l'accroissement du montant d'aide accordée aux Etats fragiles et à réfléchir au moyen et au moment de s'engager dans ces pays en proie aux troubles. Les auteurs suggèrent que des éléments autres que l'aide soient intégrés dans les politiques afin de constituer une stratégie nationale plus cohérente. Pour s'assurer que l'argent va bien là où il doit aller, les Etats-Unis devraient considérer l'aide aux Etats fragiles comme une sorte de « *venture capital* », comportant un risque élevé mais potentiellement avec d'importants retours. Ceci demandera de la patience et de la persévérance mais permettra d'enregistrer de meilleurs résultats en cas de réussite.

## Défis mondiaux

### Biomasse

#### L'ouvrage

##### Nouvelles technologies de l'énergie 3, géothermie & énergie de la biomasse

Sabonnadière, J.-C., 2007 - Cote N2.45

Le 3ème tome des nouvelles technologies de l'énergie est consacré à deux formes d'énergie qui sont aujourd'hui en plein développement : la Géothermie et la Biomasse. Il donne un panorama complet de l'exploitation de ces deux formes d'énergie. La géothermie est présentée sous les formes les plus usitées de son exploitation. Tout d'abord les Pompes à Chaleur qui trouvent un regain d'intérêt dans la conjoncture actuelle et l'utilisation de la géothermie pour des applications de chauffage collectif. Enfin la production d'électricité d'origine géothermique pour lesquelles il existe actuellement de grands projets. Les énergies de la biomasse sont traitées à travers trois formes complémentaires qui sont les biocarburants dans l'hypothèse de substitution aux énergies fossiles, le biogaz essentiellement produit dans des installations de type agricole et enfin le bois-énergie qui est une composante essentielle de la biomasse.

#### Le rapport web

##### Quels biocarburants, pour quelle agriculture ?

NOVETHIC INFO, n° 253, 2007

Les biocarburants semblent, pour certains, devenus une solution aux problèmes de pollution automobile ainsi que le produit d'avenir pour l'agriculture. Cette vision simpliste recouvre des enjeux très complexes. Pour commencer, il existe plusieurs catégories de biocarburants qui sont loin d'être équivalentes sur un plan environnemental, ensuite les enjeux posés par la reconversion agricole dans ce type de produit pourraient avoir des conséquences importantes, en particulier en Europe où la surface de terres cultivables est beaucoup plus limitée qu'au Brésil par exemple. Parmi la dizaine de biocarburants actuels, on distingue deux grandes catégories : les bioéthanol qui intègrent de l'essence coupée avec de l'alcool de sucre ou d'amidon, et les biodiesel qui regroupent les huiles végétales destinées au moteur Diesel. Ils ne sont pas forcément propres puisqu'ils émettent à peu près autant de CO2 que l'essence mais ont

#### L'AGENDA

- 12 juin 2007 - Journée mondiale d'action contre le travail des enfants
- 14-15 juin 2007 - Global Agri-food Forum 2007, bioeconomy : fact, myth or reality, Conseil national de l'agriculture du Mexique, Mexico, Mexique
- 16-17 juin 2007 - Etats fragiles, Nations unies (WIDER), Helsinki, Finlande
- 18-29 juin 2007 - Conseil des droits de l'homme, HCDH, Genève, Suisse
- 27-30 juin 2007 - Comment mesurer et favoriser le progrès des sociétés, OCDE avec la participation des Nations unies et la Banque mondiale, Istanbul, Turquie

des rejets réduits d'oxyde d'azote et de monoxyde de carbone. Leur vertu est que la combustion du CO2 dégagé se contente de restituer dans l'atmosphère la dose de CO2 capturée par la plante lors de sa croissance. Enfin, le biocarburant à l'huile végétale pure fait aujourd'hui l'objet d'un contentieux juridique entre ses promoteurs et l'administration fiscale française soucieuse de bloquer le développement d'un produit susceptible de la priver d'un tiers des recettes fiscales générées par la consommation du diesel. Ce dossier permet de mieux comprendre ces enjeux.

#### L'article

##### Potentiel de mobilisation de la biomasse pour la production de biocarburants à l'échelle du monde, de l'Europe et de la France

Institut français du pétrole, 2007, 6 p.

Un facteur important pour garantir la réussite des différentes filières biocarburants, appelées à une forte croissance, est la disponibilité des ressources en biomasse. Si les objectifs de substitution des produits pétroliers dans les transports, fixés en Europe et en France d'ici à 2010, sont réalisables par la conversion en biocarburants des surplus agricoles, il faudra, pour aller au-delà, mobiliser une ressource plus abondante et potentiellement moins chère : la matière lignocellulosique (c'est-à-dire le bois ou la paille). L'avenir des biocarburants repose ainsi sur la mise en place très attendue des filières biocarburants dites de 2e génération, capables de convertir la lignocellulose en éthanol, en biogazole et en biokérosène.

# Géographies

## Territoires autonomes palestiniens

### L'ouvrage

**Israël et Palestine : deux émanations inachevées de l'Occident ? : une solution imposée, seule issue pour la paix ?**

Massalha, O., 2006, 300 p. - Cote PPS.0008

L'Histoire, dans cette région du monde, est indissociable de la religion. Toutefois, manipuler les deux à des fins politiques ou idéologique c'est jouer avec le feu. Cette manipulation aboutira inévitablement à théologiser le conflit, ce qui incitera les gens, de part et d'autre, à la guerre sainte. Le plus grand tort que l'on puisse causer aux trois religions révélées (judaïsme, christianisme et islam) c'est de traduire et de réduire la Bible et le Coran à des programmes politiques. Force demeure au recours de la légalité internationale qui a fini, avec le temps, par s'imposer. L'égalité des peuples de cette région commande la création d'un Etat palestinien indépendant qui, avec Israël et les autres Etats de la région, peuvent se constituer en une communauté d'Etats indépendants au sein d'une institution, à l'instar de l'Europe, ou un autre groupement économique.

### Le rapport web

**Palestine Country profile: The Road Ahead for Palestine**

Economic Research Forum, 2006, 133 p.

L'économie des territoires palestiniens a connu un développement significatif depuis la mise en place de l'autorité palestinienne en 1994. Historiquement, le produit intérieur brut (PIB) est passé de 440 millions de dollars en 1968 à 2 238 millions de dollars en 1992 pour atteindre 4 562 millions de dollars en 1999. Depuis le commencement de la seconde intifada en 2000, le produit intérieur brut est revenu à son niveau de 1999 en dépit de la croissance qu'il a connu les années précédentes. Si la période 2001-2002 a été la plus critique pour l'économie palestinienne, depuis

2004, celle-ci donne des signes d'un faible rétablissement pour, finalement, afficher un taux de croissance positif pour l'année 2005. Pendant les dix dernières années, l'Autorité palestinienne a joué un rôle significatif dans l'économie des territoires autonomes palestiniens. Son rôle dans la consommation totale, les nouveaux investissements et l'utilisation de la main-d'œuvre dans le secteur public a largement contribué à l'accroissement du PIB. L'aide extérieure pour soutenir le budget de l'autorité palestinienne a augmenté de 80 % environ pendant la période allant de 1997 à 2004.

### L'article

**Economie politique de la paix : évolution et perspectives de l'économie et du marché du travail palestinien**

Egger, P. *Revue Internationale du Travail*, vol. 144, n° 1-2005, 2006, pp. 31-56 - Cote ART.176

Entre 1994 et 2003, les indicateurs macroéconomiques des territoires palestiniens occupés ont commencé par suivre une courbe ascendante - due au climat propice créé par les accords d'Oslo de 1993 - avant de s'effondrer, à partir de 2000, lorsque la seconde intifada a éclaté. L'auteur retrace l'évolution économique sur la période et met en évidence les limites d'un modèle économique qui se caractérise par la dépendance à l'égard de l'économie israélienne et de l'offre d'une main-d'œuvre faiblement qualifiée. Il estime qu'une petite économie ouverte et diversifiant ses exportations aurait bien plus de chances de créer des emplois productifs en nombre suffisant pour absorber la population palestinienne en âge de travailler qui connaît une croissance rapide.

# Géographies

## Thaïlande

### L'ouvrage

**S'implanter en Thaïlande : démarches, procédures, expériences, témoignages**

Meley, F., 2006, 258 p. - Cote PTH.003

L'économie de la Thaïlande s'est remarquablement redressée après la crise financière de 1997 et a enregistré des taux de croissance parmi les plus dynamiques de la région depuis 2002. En dépit du ralentissement observé en 2005, largement dû aux chocs externes (tsunami, hausse du prix des hydrocarbures), l'économie thaïlandaise connaît une dynamique soutenue. Entre 4,5 % et 5,5 % de croissance sont attendus en 2006. C'est aussi une économie ouverte (les échanges extérieurs représentent 130 % du PIB) grâce à une politique volontariste de soutien de la demande, d'assainissement progressif des structures économiques du pays et plus récemment de relance de l'offre via un vaste programme de modernisation et d'investissements publics, notamment en infrastructures. Le développement du pays s'est largement appuyé sur les investissements étrangers et en 2005, après quelques années de stagnation, les flux nets d'investissements directs étrangers ont enregistré une croissance de 223 %, atteignant ainsi plus de 2,7 milliards de dollars. Néanmoins, le régime des investissements étrangers contient encore quelques restrictions et n'est pas exempt de complexité.

### Le rapport web

**Distribution des ressources en eau et privatisation en Thaïlande**

Unites Nations Educational Scientific and Cultural Organization, 2006, 147 p.

Des progrès importants ont été réalisés en Thaïlande sur la voie des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), notamment pour ceux qui sont liés aux ressources en eau. Par exemple, le taux d'accès à une eau sûre et à un assainissement approprié est supérieur à 90 % aussi bien en zones urbaines que rurales. Le défi actuel consiste à remédier aux disparités qui persistent entre les régions. Pendant la saison sèche, l'eau stockée dans les réservoirs est distribuée en fonction des priorités. La première priorité est l'approvisionnement en eau à des fins domestiques, suivi de celui d'autres secteurs tels que

### L'AGENDA

- 5-6 juin 2007 - Forum international sur les perspectives africaines, accès à l'eau et assainissement, BAD, OCDE, ministère de l'Economie et des Finances, Paris, France
- 18-24 juin 2007 - Journées économique du Niger, Chambre de commerce, d'agriculture, d'industrie et d'artisanat (Niger), Paris (Bourse du commerce), France
- 20-21 juin 2007 - Strategies, Tools and Implementation Capacities for Administrative Simplification, Direction de la gouvernance publique et du développement territorial, Initiative PCDE-MENA, Le Caire, Egypte
- 2-3 juillet 2007 - Modernising the Indian tax system, ministère des Finances de l'Inde, BASD
- 3 juillet 2007 - Réunion des Chefs d'Etats de l'Union Africaine, Accra

l'agriculture. Le système de distribution tient également compte des besoins en eau spécifiques aux écosystèmes et de la prévention des intrusions d'eau de mer. La Thaïlande encourage de plus en plus les organisations/groupes d'utilisateurs à prendre une part plus active à la gestion et à la distribution des ressources en eau dans les canaux secondaires. Le pays évolue vers des systèmes décentralisés de distribution de l'eau, une implication plus importante du secteur privé et des modèles d'approvisionnement reposant sur les principes de la demande et de l'utilisateur-payeur (2006).

### L'article

**Thaïlande : un pays géré comme une entreprise**

Murris, C., Le Moci, n° 1645, 2004, pp. 16-27

Le Royaume de Siam figure parmi les pays les plus dynamiques de l'Association des nations de l'Asie du sud-est (Asean). Le Premier ministre, Thaksin Shinawatra, a engagé des réformes propices au développement économique du pays. Un code des investissements favorable aux étrangers, un marché local ouvert à la consommation et aux grands projets incite de nombreuses entreprises à s'installer en Thaïlande. Cet article examine le rôle moteur joué par la Thaïlande dans les associations régionales asiatiques. Il analyse le marché de l'automobile et de la construction ainsi que celui des biens de consommation. Il passe en revue le secteur des services en plein essor et présente l'aide efficace du bureau des investissements thaï, le BOI. Un considérable assouplissement de la législation sur les investissements permet aux sociétés de s'installer de manière autonome et de développer leurs affaires dans ce pays.

# Organisations

## Collectivités locales

### L'ouvrage

#### Le régime fiscal des collectivités d'outre-mer

Boudine, J.; 2006, 394 p. - Cote J2.003

Le dispositif fiscal d'outre-mer, où coexistent une fiscalité de type traditionnel et une fiscalité spécifique, reste controversé. Face aux reproches, le pouvoir fiscal est moins indulgent qu'auparavant (à propos des mesures dérogatoires et privilèges fiscaux). De plus, la construction normative au niveau communautaire engendre des incertitudes. Cet ouvrage est le premier à offrir une présentation assez exhaustive du régime fiscal de l'ensemble des collectivités d'outre-mer.

### Le rapport web

#### La coopération décentralisée des collectivités locales dans le domaine de l'eau et de l'assainissement : l'après forum mondial de Mexico mars 2006

Ministère des Affaires étrangères, 2006, 174 p.

Le 4ème Forum mondial de l'eau qui s'est tenu à Mexico au mois de mars 2006 a permis d'amorcer une évolution politique majeure. Pour la première fois, le rôle des autorités locales a été reconnu au niveau international en tant qu'acteurs devant contribuer à la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement. Un progrès significatif a été également réalisé en matière de gouvernance, avec la reconnaissance du rôle des autorités publiques en matière de responsabilité des services d'eau et d'assainissement. Les collectivités locales françaises ont en effet accumulé un savoir-faire considérable dans ce domaine. Gestion partagée par bassins versants, gestion déléguée à des entreprises privées assumant des missions de service public, consultation des usagers, instauration de mécanismes de solidarité envers les plus démunis sont autant d'expériences que ces collectivités locales souhaitent partager avec leurs homologues du monde entier. Cette reconnaissance du rôle des collecti-

vités locales a, d'ailleurs, été formalisée par une déclaration des autorités locales en annexe à la déclaration ministérielle du forum.

### L'article

#### Décentralisation et pouvoirs traditionnels : le paradoxe des légitimités locales

Ouedraogo, H., Mondes en développement, n° 133, 2006, 21 p.

En faisant émerger de nouvelles catégories d'acteurs au niveau local, les processus de décentralisation en cours dans les pays sahéliens révèlent la complexification des relations entre différents pouvoirs locaux. L'analyse comparative (Burkina et Niger) des stratégies de la chefferie coutumière permet de montrer comment la réforme de la décentralisation apparaît tantôt comme une menace à la survie des autorités traditionnelles tantôt comme une opportunité pour la résurgence de ces autorités. Ce sont surtout les paradoxes de la localité que montre cet article à travers l'affrontement d'une double revendication de légitimité : d'une part, celle enracinée dans les réalités du terroir et, d'autre part, celle porteuse de valeurs nouvelles émergentes au niveau local. Pour l'auteur, la voie de la réconciliation entre ces deux types de légitimités locales passe certainement par l'affirmation de la citoyenneté locale.

# Organisations

## APE

### L'ouvrage

#### Etude de l'impact des APE et de l'intégration régionale sur les pays ACP

Fontagné, L. ; Laborde, D. ; Mitaritonna, C., 2006, 19 p.

Les pays ACP doivent trouver avec l'UE un accord se substituant au système préférentiel d'accès actuel arrivant au terme de sa période dérogatoire fin 2007. L'option d'un accord préférentiel envisagée par la Commission européenne impose d'introduire de la réciprocité dans les concessions. Les pays concernés doivent donc ramener à zéro une série de tarifs douaniers mais une certaine flexibilité est possible pour des lignes tarifaires à définir. Ce projet pose la question des marges de manœuvre disponibles à l'occasion de cette négociation et de l'impact sur les recettes publiques du choix retenu. Un modèle d'équilibre partiel est développé accordant une place centrale aux questions de substitutions des produits. L'impact des réformes tarifaires, examiné du point de vue des recettes fiscales, découle de la variation attendue des importations une fois ces phénomènes de substitution dûment pris en compte. Les auteurs concluent que l'impact attendu de l'accord diffère selon les sous-régions, qui toutes n'ont pas un intérêt égal à signer. La difficulté à collecter les données intra-africaines ne permet pas de répondre avec précision quant aux perspectives offertes par les marchés régionaux.

### Le rapport web

#### Coopération économique et commerciale ACP-UE.

#### EnBref : analyse des négociations d'APE régionaux 2006-2008

Centre européen de gestion des politiques de développement, 2007

L'objet de cette série d'EnBref est de fournir aux acteurs ACP et UE une analyse claire de la structure, du calendrier, des enjeux et des principaux développements des négociations d'accords de partenariat économique (APE) par chacune des six régions ACP ayant entamé des négociations, à savoir : les Caraïbes, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale, l'Afrique orientale et australe, l'Afrique

### L'AGENDA

- 6-8 juin 2007 - Sommet annuel du G8 sur le thème croissance et responsabilité, Heiligendamm, Allemagne
- 20-22 juin 2007 - 407ème Comité du Fonds Européen de Développement (FED), Commission européenne, Bruxelles, Belgique
- 23-28 juin 2007 - Assemblée parlementaire, Union européenne-Afrique Caraïbes Pacifique (ACP)-Wiesbaden, Allemagne
- 25-26 juin 2007 - Scaling up for results, réunion du Comité d'aide au développement (CAD) et de la Banque mondiale
- 5-6 juillet 2007 - Sommet triennal du Pacte Mondial, Genève, Suisse

australe et la région Pacifique. Pour chaque groupement régional ACP négociant un APE, il est fait référence aux autres négociations commerciales internationales et aux processus d'intégration économique régionale en cours. De plus, chaque EnBref sera complété à dates régulières par une mise à jour résumant l'état d'avancement des négociations.

### L'article

#### L'évolution du partenariat UE-ACP de Lomé à Cotonou : de l'exception à la normalisation

Hagueneau-Moizard, C. ; Montalieu, T., Mondes en développement, n° 32-2004/4-n° 128

L'Accord de Cotonou marque un tournant dans les relations entre l'Union européenne et les pays ACP. Ces relations étaient caractérisées par la volonté des États européens d'aider les États ACP, aussi bien par le moyen classique de l'aide au développement que l'utilisation de l'outil de la politique commerciale. Le débat sur l'aide au développement de l'UE s'inscrit dans la perspective d'une réforme de la conditionnalité de l'aide internationale dans son contenu comme dans sa mise en oeuvre. L'UE pourrait perdre son originalité et devenir un simple acteur du nouveau consensus orchestré par les institutions internationales.

## Débats sur l'aide

### L'ouvrage

**Inclusive aid: changing power and relationships in international development - Aide au développement : jeux de pouvoir et de relations**

Groves, L. ; Hinton, R., 2005, 327 p. - Cote E2.190

Des changements rapides et profonds interviennent dans le développement. Les deux dernières décennies ont favorisé les idéaux de la participation et du partenariat. Pourtant, des décisions clé affectant les conditions de vie des personnes continuent d'être prises en dépit des réalités sociales des pays dans lesquels elles sont mises en œuvre. Ce livre met en lumière la nécessité d'identifier, au préalable, tous les aspects se rattachant à une situation, la nature non linéaire de l'aide au développement. Il montre comment les procédures bureaucratiques, les jeux de relations et de pouvoir dans le dispositif d'aide au développement entravent la réduction de la pauvreté. Il tente enfin de montrer comment les professionnels et les agences impliquées peuvent contribuer efficacement à la mise en œuvre des actions d'aide au développement et à la réduction de la pauvreté.

### Le rapport web

**The EU's footprint in the South: Does European Community development cooperation make a difference for the poor?**

International Cooperation for Development and Solidarity/ Caritas Europa, 2007, 84 p.

En 2005, souhaitant « faire de la pauvreté une histoire du passé », les gouvernements européens se sont engagés à augmenter l'aide au développement et à alléger la dette des pays pauvres. Mais dans quelle mesure l'aide européenne contribue-t-elle à la lutte contre la pauvreté ? Ce rapport propose une évaluation de l'aide européenne en se fondant sur l'expérience menée par six pays au cours de la période 2002-2006. Il en ressort qu'il reste, en dépit de quelques progrès accomplis, beaucoup à faire pour que les ressources contribuent effectivement à améliorer les conditions de vie des pauvres. Les auteurs formulent un certain nombre de critiques à l'égard de l'Europe, notamment : la conception de Country Strategy Papers orientée sur les priorités politiques et les intérêts économiques de l'Europe, le choix contestable de certains secteurs focaux

### L'AGENDA

- 13-15 juin 2007 - Réunion du Forum économique mondial sur l'Afrique, Le Cap, Afrique du Sud
- 16-18 juin 2007 - Tidewater, conférence annuelle sur le développement avec la participation du Secrétaire général de l'OCDE, Bruxelles, Belgique
- 23-28 juin 2007 - Réunion de l'Assemblée parlementaire Union européenne et pays ACP, Bruxelles, Belgique
- 26 juin 2007 - Comité d'Aide au développement (CAD), examen par les pairs de l'aide de la Communauté européenne et de l'aide du Canada, Paris, France
- 28-30 juin 2007 - 1er forum de la société civile pour le développement 2007, Conférence des ONG/Nations unies, Genève, Suisse

en inadéquation avec les besoins des populations, le manque de dialogue avec la société civile, le manque d'information et de transparence sur les opérations de l'Europe en matière d'aide au développement.

### L'article

**L'aide peut-elle réparer le commerce ?**

Smaller, C., Institut pour la politique agricole et commerciale, 2007, 7 p.

Le débat autour de l'initiative « aide au commerce » est important dans la mesure où il pose des questions cruciales concernant la fourniture d'aide dans le cadre de l'OMC : combien ? pour qui ? dans quel but ? L'introduction de l'aide au commerce pourrait contribuer à compliquer davantage les relations entre pays développés et en développement à l'OMC. D'importantes questions restent en suspens : l'aide au commerce est-elle un prix de consolation en contrepartie de l'échec de l'agenda de Doha « pour le développement » ? L'aide au commerce sera-t-elle utilisée comme moyen de pression pour inciter les pays en développement à ouvrir leurs marchés davantage qu'ils ne le voudraient ? Les bailleurs s'engagent-ils réellement à aborder l'aide au commerce conformément aux souhaits des bénéficiaires ? Y aura-t-il assez d'argent ? L'OMC est-elle le meilleur forum pour mettre en œuvre l'aide au commerce ? Toutes ces questions restent en suspens après la mise en place, par le directeur général, Pascal Lamy, du Groupe consultatif Ad Hoc pour la mise en œuvre de l'aide au commerce.

# A ne pas manquer

## L'ouvrage

### Le pari de la décroissance

Latouche, S., 2006, 302 p. - Cote E1.??

Le terme « décroissance » sonne comme un défi ou une provocation, même si nous savons bien qu'une croissance infinie est incompatible avec une planète finie. L'objet de cet ouvrage est de montrer que si un changement radical est une nécessité absolue, le choix volontaire d'une société de décroissance est un pari qui vaut la peine d'être tenté pour éviter un recul brutal et dramatique. Il s'agit donc d'une proposition nécessaire pour rouvrir l'espace de l'inventivité et de la créativité de l'imaginaire bloqué par le totalitarisme économiciste, développementiste et progressiste. Bien évidemment, elle ne vise pas au renversement caricatural qui consisterait à prôner la décroissance pour la décroissance. Celle-ci n'est envisageable que dans une « société de décroissance », c'est-à-dire dans le cadre d'un système reposant sur une autre logique. Reste le plus difficile : comment construire une société soutenable, y compris au Sud ? Il faut en expliciter les diverses étapes : changer de valeurs et de concepts, changer de structures, relocaliser l'économie et la vie, revoir nos modes d'usage des produits, répondre au défi spécifique des pays du Sud. Enfin, il faut assurer la transition de notre société de croissance à la société de décroissance par les mesures appropriées. La décroissance est un enjeu politique, et il est d'ores et déjà certain qu'elle ne sera pas absente du débat électoral de 2007. (l'Editeur)

## L'ouvrage

### Les indicateurs de gouvernance : usages et abus

ARNDT, C., 2007, 134 p.

L'attention portée à la qualité de la gouvernance dans les pays en développement croît rapidement et suscite une augmentation exponentielle de l'utilisation d'« indicateurs » de gouvernance par les investisseurs internationaux, les donateurs d'aide publique au développement, les analystes du développement et les universitaires. Cette étude permet aux utilisateurs comme aux producteurs d'indicateurs de

gouvernance de mieux appréhender les atouts et les faiblesses des indicateurs les plus performants et les plus largement utilisés. Elle les aide à s'orienter parmi les centaines de séries de données existantes sur les indicateurs de gouvernance, et montre que ces indicateurs sont très souvent mal employés aussi bien dans les comparaisons internationales que pour le suivi des variations de la qualité de la gouvernance dans tel ou tel pays. L'étude explique en outre l'évolution récente de l'offre d'indicateurs de gouvernance et affirme que, même si l'on ne disposera jamais d'un indicateur unique parfait, la mise au point et l'utilisation d'indicateurs de gouvernance plus transparents permettront de mieux répondre aussi bien aux besoins des utilisateurs qu'à ceux des pays en développement eux-mêmes. (OCDE)

## L'article

### La crise des capitalismes hiérarchiques

Rosa, J.-J., *Problèmes économiques*, n° 2923, 2007, pp. 43- 48 - Cote ART.180

L'étude des effets comparés de l'organisation centralisée ou décentralisée des décisions est non seulement fondamentale pour l'analyse politique, mais concerne également l'économie et le système capitaliste. Dans cette perspective, l'auteur se penche sur certains dysfonctionnements des économies contemporaines. Son analyse repose sur la théorie suivante : c'est le choix de la centralisation, en fonction du coût de l'information, qui détermine le système adopté par la société et non l'adoption arbitraire d'un mode de propriété, plus ou moins privé ou public. Le mode de propriété est dans ce cas une conséquence des choix qui ont été faits à l'égard du degré de centralisation de la décision. Ainsi, la variable fondamentale est l'abondance ou la rareté de l'information et non la préférence idéologique a priori.

## Au sommaire du prochain numéro

- DEFIS MONDIAUX : microfinance, corruption
- GEOGRAPHIES : Mali, Laos
- ORGANISATIONS : Fondations, NORAD

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagonflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

**Responsable de la rédaction :** Véronique SAUVAT

**Coordination :** Hadj LAKHAL, Véronique SAUVAT

**Réalisation :** Hadj LAKHAL, Daniel LAMORLETTE, Annie LOPEZ-PORTZERT, Chantal SARALLIER, Sylvie SCIANCALEPORE

**Graphisme :** Solange Münzer • **Saisie/mise en page :** Francine GILBERT

ISSN 1776-1069

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43